



Les projets DEVLOK et TERRICOOP : une démarche de coopération interterritoriale entre la France et la Tunisie pour le développement local mené par les acteurs locaux (DLAL)

Note de synthèse - Janvier 2020

Le projet DEVLOK

Le projet DEVLOK (Développement local des îles Kerkennah) est né de l'initiative européenne « ENPARD Méditerranée » qui visait à accompagner les administrations centrales de l'agriculture des pays au sud de la Méditerranée dans la réforme de leurs politiques agricoles et rurales pour une meilleure prise en compte des attentes des professionnels et des spécificités territoriales. Des programmes pilotes ENPARD de développement local sont nés de ce travail, en Algérie, en Tunisie et en Egypte. Le principe était d'appliquer au niveau d'un ensemble de territoires pilotes une démarche de développement qui soit participative et inclusive. En Tunisie, ce sont 5 territoires pilotes qui ont été retenus et la Délégation de l'Union Européenne à Tunis a lancé un appel à propositions pour la mise en œuvre de cette démarche sur chacun des territoires pilotes. La proposition du CIHEAM Montpellier, DEVLOK, a été sélectionnée pour une mise en œuvre sur le territoire des îles Kerkennah. Le projet, doté de 1 400 000 € dont 80% de financement européen, a démarré en novembre 2017 pour une durée de trois ans.

Dans la logique d'engager une démarche de développement local mettant en responsabilité les acteurs locaux, le CIHEAM Montpellier a proposé un consortium qui associait une organisation de la société civile basée sur l'archipel, l'Association Jeunes Science de Kerkennah (AJSK), une autorité locale, la commune de Kerkennah, et une administration régionale en charge du développement régional, le Commissariat Général au Développement Régional (CGDR) de Sfax. Ce consortium était renforcé par 4 partenaires français, l'Office de l'Environnement Corse (OEC) et le Conservatoire du littoral pour leur expérience en matière de protection de l'environnement, et enfin deux GALPA, Estérel Côte d'Azur et Pays Pyrénées Méditerranée, qui venaient apporter leur expérience du développement local par les acteurs locaux dans le contexte de territoires maritimes. Deux coordinateurs locaux tunisiens étaient par ailleurs positionnés sur les îles Kerkennah à temps plein.

Le projet s'est mis en œuvre avec la progression suivante :

- **organisation de la représentation locale de la population** avec la création de 5 Groupes locaux de développement (GLD) devant assurer une représentation équilibrée des différentes parties du territoire de l'archipel et des différentes catégories de population. Tout en étant informels (non reconnus par la loi), ces GLD étaient constitués chacun de 5 membres « élus » par leurs pairs,
- **organisation de la gouvernance locale du projet**, en explicitant le rôle et les responsabilités de chacune des composantes de la gouvernance locale : les GLD, l'équipe du projet, la commune avec un conseil municipal élu à compter de mai 2018, l'administration déconcentrée locale et régionale,
- **formulation de la vision stratégique du développement des îles Kerkennah** : cette vision,

élaborée de manière participative avec la population et ses représentations locales (GLD, associations locales, etc.) à l'occasion d'une série de rencontres et de débats avait comme objectif d'explicitier les attentes partagées par la population de Kerkennah concernant le développement et le futur des îles Kerkennah. Une fois validée, cette Vision est devenue le document de référence pour arrêter les priorités sur lesquelles le projet allait mettre en œuvre son appui aux initiatives portées par les promoteurs locaux,

- **lancement par vagues d'appels à propositions** - standards, stratégiques et innovants¹ - sur les thématiques prioritaires identifiées par la Vision avec sélection des meilleures propositions pour un soutien technique et financier à leur réalisation (subvention d'un maximum de 80% du coût des investissements). Concernant cette procédure, une transparence totale et une saine information de tous ont été recherchées à toutes les étapes - formulation des appels à propositions et des critères de sélection, diffusion des appels à propositions et sélection des initiatives,
- **appui à la mise en œuvre des projets sélectionnés** : une fois sélectionnés les projets sont accompagnés afin de consolider leur dossier technique, leur schéma financier et vérifier s'ils remplissent l'ensemble des règles administratives auxquelles ils sont soumis (fonction de leur activité). Une fois ces étapes préliminaires remplies, l'implantation de ces projets peut démarrer.

Un programme d'accompagnement - sous forme de formations, de formations-actions, de visites d'études, d'échanges d'expériences, ... - a été mis en place en parallèle qui permet de renforcer les capacités des parties prenantes, qu'il s'agisse des GLD, des acteurs communaux ou de l'administration locale et régionale, afin qu'ils puissent pleinement assumer les positions nouvelles dans lesquelles ils se retrouvent en tant qu'acteurs de la gouvernance locale du territoire. De même, les promoteurs sélectionnés sont accompagnés dans la mise en œuvre de leur projet, sur des volets qui souvent sont les plus fragiles, comme l'organisation, la gestion financière, la recherche des marchés, le marketing, le suivi de la qualité et le respect des exigences environnementales et sociales.

Afin d'optimiser la durabilité des résultats obtenus, le projet DEVLOK s'est donné un ensemble de règles et principes de fonctionnement:

- **Donner des responsabilités réelles aux acteurs locaux** dès le démarrage du projet ;
- **Accroître progressivement ces responsabilités** au fur et à mesure que les acteurs locaux s'approprient le processus de gouvernance locale partagée (faire passer l'administration d'une position prescriptrice et policière qu'elle n'a pas toujours les moyens d'assumer à une position d'écoute constructive pour faciliter l'installation des initiatives dans le cadre du droit et de la réglementation ; faire passer les représentations de la société civile d'une position d'observateurs à une position de décideurs, etc.) ;
- **Etre transparent dans les procédures et communiquer sur les activités du projet** par une information régulière de tous via les différents médias disponibles afin de toucher un maximum de personnes au niveau local (affichage à la mairie et dans les lieux publics, réunions d'informations dans les cafés, utilisation des réseaux sociaux, ...). La page Facebook du projet (www.facebook.com/DEVLOKKerkennah/) compte aujourd'hui près de 1600 abonnés et 220 000 vues, 7 publications ont dépassé les 10 000 et 4 les 5000 vues ;

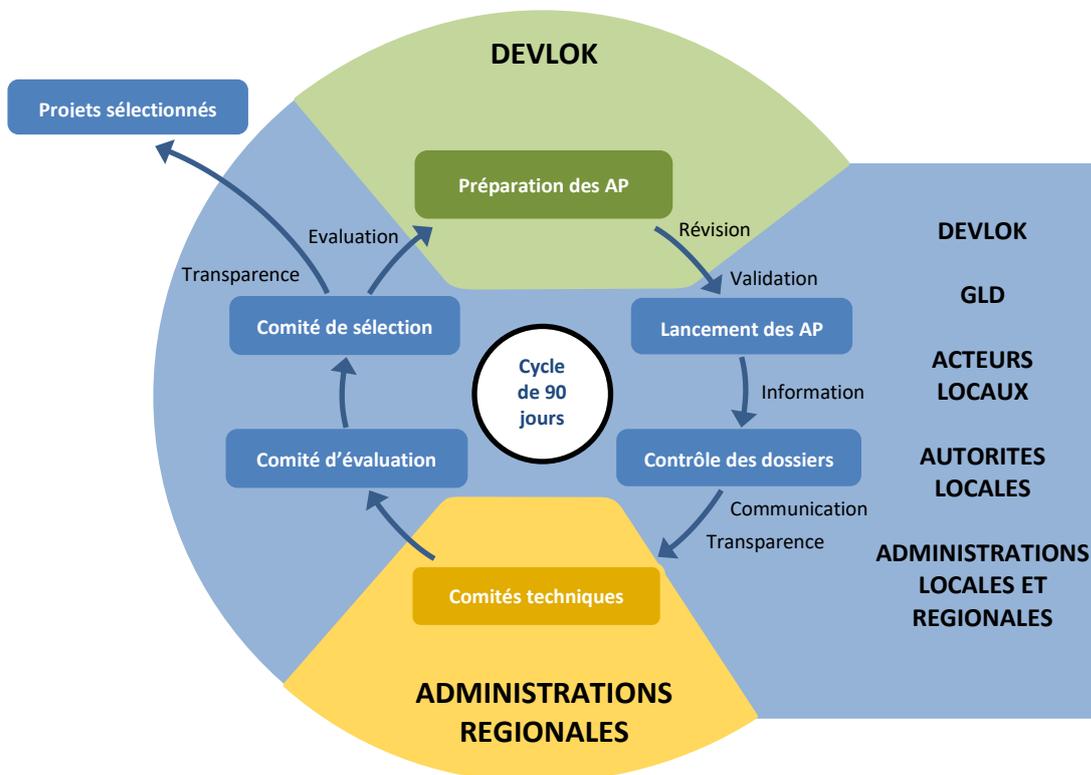
¹ Sur le modèle des appels à propositions des Programmes Interreg Med et CBC Med

- **Etre continuellement à l'écoute** des acteurs et engager systématiquement un dialogue avec eux dès lors que des désaccords ou des tensions apparaissent ;
- **Favoriser et stimuler le dialogue entre les acteurs**, en particulier lorsque ce dialogue est difficile, afin de lever progressivement les incompréhensions et de promouvoir les attitudes constructives ;
- **Ne pas se substituer aux promoteurs dans la conduite de leur projet**, tout en les accompagnant pour en faciliter la réalisation.

Les résultats en matière de gouvernance sont importants deux ans après le démarrage du projet :

- **le dialogue a été renoué entre l'administration et les populations** (le territoire de Kerkennah est unanimement reconnu comme le territoire tunisien où le dialogue social est le plus difficile) ;
- **les représentants de la population assument de mieux en mieux leurs rôles**. Les GLD constitués prennent une part active au processus de développement et sont devenus des interlocuteurs reconnus pour l'administration et la municipalité ;
- **la participation de la population aux affaires de la commune** devient une réalité dans différents domaines ;
- **la gouvernance locale participative s'installe progressivement**, avec notamment des comités de sélection des projets qui sont devenus opérationnels et responsables. Ces comités, dont le fonctionnement s'organise dans la transparence, se déclinent en une Commission d'ouverture des propositions, des Comités techniques agricole et extra-agricole d'évaluation de la faisabilité administrative et technique des propositions, un Comité d'évaluation et in fine un Comité de sélection des propositions ;

Schéma général de gestion des Appels à Propositions



- au travers d'un dialogue avec le projet sur un ensemble de situations concrètes vécues par les promoteurs, **une prise de conscience collective des facteurs qui contraignent le développement économique de l'archipel s'est faite** avec un engagement dans la recherche de solutions à court et moyen termes. La municipalité s'est ainsi engagée dans l'accompagnement des initiatives économiques sélectionnées comme prioritaires en produisant des cahiers des charges spécifiques permettant leur installation lorsque cela était nécessaire et en soutenant leur réalisation par un accompagnement politique auprès de l'administration par exemple avec l'engagement d'une requête pour la création de zones industrielles et d'activités sur les îles. Pour sa part, l'administration est progressivement passée d'une position prescriptive bloquante à une position constructive où la recherche de solutions pour la réalisation des projets prime ;

Concernant le soutien aux initiatives économiques, les résultats sont les suivants :

- Deux vagues de trois appels à propositions (standard, innovant, stratégique) ont permis de recueillir 104 propositions et d'en sélectionner 34 ;
- 3 projets sont en cours d'installation, 6 en cours d'instruction et 25 dont l'instruction va démarrer
- plus de 500 personnes ont bénéficié d'actions de formation au développement local ;
- deux visites d'échange d'expériences ont été organisées sur le thème de l'organisation des producteurs ;
- Des thématiques centrales pour l'avenir des îles Kerkennah comme le tourisme durable, la gestion des déchets plastique ou la valorisation des sous-produits agricoles sont aujourd'hui prises en compte par le projet DEVLOK et les partenaires locaux.

Cette mise en œuvre du projet a été possible :

- grâce à **l'existence d'une coordination solide par le CIHEAM Montpellier**, fin connaisseur des processus de développement local et du terrain tunisien, ce qui a permis de structurer le processus et sa progressivité, d'animer un dialogue constant entre les partenaires et les acteurs locaux et de dénouer les situations de crises que le projet a connu (tension avec la population, méfiance de l'administration, etc.). Le CIHEAM Montpellier, avec ses deux coordonnateurs locaux résidant à temps complet sur le territoire de Kerkennah, a aussi joué un rôle central de passeur d'expériences et de méthodes entre les territoires français et le territoire de Kerkennah en organisant les conditions propices à la valorisation des compétences et de l'expérience des territoires français au bénéfice des acteurs locaux kerkenniens,
- grâce à **la participation active des GAL/GALPA qui se sont positionnés en pairs vis-à-vis des acteurs locaux tunisiens** et qui ont pu faire référence continuellement aux situations concrètes qu'ils vivaient eux-mêmes sur leur territoires, que ce soit en tant qu'animateurs du développement local, en tant qu'élus ayant à charge d'administrer le territoire ou en tant qu'acteurs économiques vivant sur le territoire.

Cette construction bipartite apparaît comme un élément essentiel de la réussite du projet.

L'initiative TERRI'COOP

Les missions réalisées dans le cadre du projet DEVLOK ont permis aux acteurs du GAL/GALPA Pyrénées Méditerranée d'appréhender les enjeux des îles Kerkennah et de partager leur expérience de développement local avec leurs homologues kerkenniens. Ces échanges ont révélé l'existence de

thématiques d'intérêt communes aux deux territoires : l'invasion des côtes par le crabe bleu, la lutte contre la pollution plastique en mer, la labellisation des produits de la mer et l'agroécologie.

Fort de cette réalité, du support apporté par le CIHEAM-IAMM et des acquis du projet DEVLOK, le GAL/GALPA Pays Pyrénées Méditerranée a souhaité aller plus loin dans ce partenariat avec le territoire de Kerkennah, en **élargissant la coopération existante à d'autres territoires occitans et en l'inscrivant dans une dynamique Leader de coopération inter-territoires**. Un appel a été lancé en ce sens par le GAL Pays Pyrénées Méditerranée en octobre 2019 auquel ont répondu les territoires Est-Audois et Vidourle-Camargue. C'est sur cette base que l'initiative de coopération inter-territoires TERRI'COOP a été montée, au titre des programmes européens LEADER et FEAMP, qui a démarré avec une première mission des territoires français en Tunisie (cf. documents annexes : Liste des participants et Programme de la mission). Cette mission a permis d'identifier pour chacune des thématiques communes retenues des actions concrètes qui seront mises en œuvre dans les mois à venir au bénéfice des acteurs des territoires partenaires au nord et au sud de la Méditerranée. **Dans l'esprit de la coopération Leader, des bénéfices pour l'ensemble des territoires sont attendus de ces actions** : une délégation tunisienne se rendra début mars dans trois grands ports de la Région Occitanie pour partager avec les acteurs français de la pêche son expérience de valorisation du crabe bleu ; sur le même thème un séminaire scientifique est prévu à l'automne qui permettra aux chercheurs des deux rives de nouer des collaborations ; l'appui d'un permaculteur français permettra d'accompagner les agriculteurs kerkenniens qui souhaitent s'engager dans cette pratique et qui auront été sélectionnés à la suite du lancement d'un appel à proposition spécifique sur ce thème ; les deux porteurs d'initiatives de recyclage du plastique sélectionnés dans le cadre du projet DEVLOK bénéficieront également d'une collaboration avec le projet *ReSeaclons*, porté par l'Institut marin du Seaquarium du Grau du Roi et qui vise à la mise en place d'une filière de collecte et de valorisation des déchets plastiques pêchés en mer.

Cette dynamique de coopération interterritoriale s'appuie sur les acquis du projet DEVLOK : instauration d'une gouvernance locale participative de type Leader, restauration du climat de confiance entre les acteurs publics et privés, engagement des acteurs dans une démarche constructive de développement territorial. Au plan financier, le projet DEVLOK vient également en complément des financements apportés par les volets « coopération » des programmes LEADER et FEAMP qui imposent que les fonds soient dépensés sur le territoire européen, interdisant le financement des initiatives sur les territoires des partenaires tiers. Le projet DEVLOK prend donc le relais pour mettre en œuvre les activités sur le territoire de Kerkennah chaque fois que nécessaire, et en particuliers sur le volet des investissements.

Quelle ambition à plus long terme ?

Les partenaires du projet DEVLOK et de l'initiative TERRICOOP - le CIHEAM-IAMM, le Pays Pyrénées Méditerranée, le Pays Est-Audois et le PETR Vidourle-Camargue - sont convaincus de la force de cette coopération interterritoriale et du rôle qu'elle pourrait jouer dans la consolidation des processus de décentralisation engagés dans un ensemble de pays tiers méditerranéens et le renforcement de la société civile de ces pays et pour une meilleure compréhension entre les deux rives de la Méditerranée et le développement de relations économiques, scientifiques et culturelles. Une telle coopération inter-territoires a été un succès en Europe au travers des différents programmes et de la

démarche DLAL (Développement Local par Les Acteurs Locaux) dont fait partie le programme LEADER. De tels dispositifs existent avec les pays tiers avec notamment le programme de voisinage transfrontalier méditerranéen, mais qui restent très contraints dans ses modalités de mise en œuvre et peu adapté à la mise en œuvre de démarches territoriales globales de type Leader. Une ambition serait que l'initiative TERRI'COOP constitue la base d'un programme structuré de coopération entre les territoires méditerranéens français et un ensemble de territoires au sud de la Méditerranée avec le CIHEAM Montpellier en structure coordinatrice. Cette ambition a été portée auprès des réseaux Leader et Leader Pêche - en particulier à l'occasion de la récente conférence CLLD qui s'est tenue à Bruxelles. Elle rejoint la réflexion portée par la DG AGRI et la DG DEVCO de lancer une initiative pilote « Leader Africa ».